

Environnement : pour Bruno David, à Douai mercredi, « la tendance, c'est plutôt qu'on recule »

Ce mercredi 21 mai, en mairie de Douai à l'invitation de Festiplanète, le naturaliste et paléontologue, qui a présidé le Muséum national d'histoire naturelle de 2015 à 2023, tient une conférence sur la biodiversité.

(/1586894/article/2025-05-18/environnement-pour-bruno-david-douai-mercredi-la-tendance-c-est-plutot-qu-recule).



Bruno David, spécialiste de la biodiversité, sera à Douai ce mercredi, à l'invitation de l'association Festiplanète. - PHOTO CHARLES BURY



Par Fabrice Bourgis
Publié: 18 Mai 2025 à 09h30

🕒 Temps de lecture: 11 min

Partage :



Bruno David, votre livre *À l'aube de la 6^e extinction* a maintenant 4 ans. Vieillit-il mal dans le sens où les choses avancent bien ou, au contraire, reste-t-il toujours plus d'actualité ?

« C'est plutôt la 2^e option. Il est de plus en plus d'actualité compte tenu de ce qui se passe et des tendances qui se dessinent. Quand on voit la politique américaine, par exemple, depuis quelques mois, je pense même que le livre est un peu trop optimiste à certains égards. Donc non, il est toujours d'actualité malheureusement et on est toujours sur la trajectoire d'une 6^e extinction (<https://festiplanete.fr/>). »

– Et toujours à l'aube ?

« Oui. Les extinctions, dans le passé, se sont déroulées sur un million d'années. Maintenant, on est sur des vitesses de l'ordre du siècle, peut-être deux, on ne sait pas. En tout cas, j'ai l'impression qu'on a plutôt tendance à accélérer car un certain nombre de mesures ont été abandonnées. C'est-à-dire qu'on rétropédale.

Dans le Nord – Pas-de-Calais, par exemple, il y a des champs de betteraves et il y a une pression importante pour dire qu'il faut qu'on continue d'utiliser des pesticides alors même qu'on sait très bien que les pesticides, ce n'est plus possible. Alors je ne balaye pas sous le tapis les problèmes économiques et sociaux qu'il y a derrière. Je dis que quoi qu'il en soit, ça va nous retomber dessus.

L'exemple du chlordécone en Martinique, notamment, est emblématique. Les producteurs de bananes ont raisonné de la même manière que betteraviers et sucriers. Ils ont dit il faut qu'on puisse cultiver nos bananes, il faut absolument nous autoriser le chlordécone. Et maintenant ça nous coûte dix fois plus cher que ce que ça nous aurait coûté si on avait sacrifié un certain nombre de bananes. »

Consultez l'actualité en vidéo  (/videos)

– Constatez-vous néanmoins une prise de conscience du grand public, au fil de vos conférences et interventions ?

« Il y a une prise de conscience, oui. Mais du grand public, c'est peut-être beaucoup... parce que lors de mes conférences, je parle à un public souvent assez largement convaincu.

En fait, elle est bien réelle mais elle touche une partie de la population. Elle touche de plus en plus des élus, des responsables politiques sur les territoires qui se posent des questions, s'interrogent. Qui se disent qu'il va quand même falloir s'adapter à ce qui est en train d'arriver. Comment allons-nous faire?

Donc il y a une montée de la sensibilisation, ça c'est réel et ça rend plutôt optimiste. Mais entre le fait d'être sensible et le "*j'ai compris qu'il y a un problème et j'agis pour diminuer ce problème*", il y a vraiment une marge encore. »

- Ce ressenti est-il le même du côté des entrepreneurs auprès de qui vous intervenez, aussi ?

« Oui et même plus fort encore. Beaucoup d'entreprises veulent comprendre. La démarche de l'entreprise c'est j'aimerais bien comprendre ce qui est en train de se passer pour éventuellement agir dans mon entreprise en fonction de ça. »

« Sobriété »

– L'actualité confirme que nous sommes quand même dans une période un peu folle. Avec d'un côté de plus en plus d'alertes, de sensibilisations, et de l'autre des décideurs qui ne bougent pas. Comment vivez-vous ça, vous ?

« Je le vis moins bien mais moi aussi je suis bourré de contradictions. Je suis en train de vous parler avec un téléphone portable, par exemple. Or est-ce bien raisonnable ? On ne veut pas renoncer à beaucoup de choses.

Le mot sobriété fait toujours un peu peur alors même que c'est en grande partie de la solution. Mais on ne se pose pas de questions. 80 % de la population s'en fiche complètement, en fait. Ça ne les touche pas, ils ne veulent pas changer. Et chez les 20 % restant, il y a cette prise de conscience mais il y en a moins de la moitié qui va commencer à agir. Qui va vraiment se

poser des questions : est-ce que j'ai vraiment besoin de ma voiture pour faire ça ? Est-ce que j'ai vraiment besoin même d'une voiture ? Est-ce qu'il faut que je la change pour en avoir une mieux ? Est-ce qu'il me faut ceci ? Est-ce qu'il me faut cela ?

Je ne suis pas là pour être prescripteur, je ne suis pas là pour donner des leçons. Je suis là pour essayer de faire réfléchir les gens en leur disant : la manière dont vous vous pensez sur la planète, c'est peut-être ce logiciel-là qu'il faut arriver à changer. »

- Faire réfléchir les gens, est-ce suffisant ? Vous n'avez pas parfois l'envie de pousser un vrai coup de gueule ?

« L'expérience m'a montré que pousser de grands coups de gueule, ça fait reculer plutôt qu'avancer. Alors des fois ça marche. Quand c'est Jacques Chirac qui dit que notre maison brûle on regarde ailleurs, il est président de la République alors forcément ça n'a pas la même portée que si c'est moi. Mais souvent, pousser des coups de gueule ou vouloir aller trop vite, ça amène finalement un raidissement. Les gens prennent ça pour une contrainte alors que je pense qu'il vaut mieux convaincre, plutôt. Ça ne marche pas la contrainte.

Il y a deux exemples emblématiques : les bonnets rouges pour faire payer les camions et les gilets jaunes avec l'augmentation du prix du diesel. Des mesures qui n'étaient pas stupides dans l'absolu. Mais on sait ce qu'il s'est passé, et on peut l'entendre, or là, on a reculé... Donc une mesure qui veut aller dans le bon sens mais qui est assez virulente, qui est l'équivalent d'un coup de gueule politique, c'est bien souvent contre-productif, en fait. J'ai constaté que ça provoquait souvent des réactions négatives.

Les médias m'ont souvent posé des questions sur les activistes écolos qui, par exemple, vont balancer des pots de peinture sur des tableaux pour faire parler d'eux. Or les gens convaincus, au mieux, ça les fait sourire. D'accord, sur le fond, ils ont raison mais est-ce le bon mode d'action ? Et les gens qui ne sont pas convaincus, ça les agace et ça les braque. Pour moi, ça n'est donc pas la bonne méthode parce que sociologiquement, on fonctionne comme ça. »

”

Je suis légaliste et que je pense qu'il faut respecter les règles.

»

– Faut-il tout jeter pour autant ? Comme cette lutte contre l'autoroute A69, par exemple ?

« Moi je suis légaliste et je m'inscris dans une démarche légaliste. Donc, je ne vais pas cautionner les violences autour des mégabassines, par exemple.

Ça, je le dis souvent quand je suis en face de jeunes. Ils disent qu'il faut passer par l'action violente. Que c'est une question de survie. Qu'il est donc légitime que je me mette hors-la-loi, que je ne respecte pas les règles. Je leur dis, d'accord, c'est votre point de vue. Vous considérez que votre avenir est tellement mis en péril par les questions d'environnement que ça justifie votre désobéissance civile. Et je leur dis aussi que dans ce cas-là, si une personne est profondément raciste, si elle considère que sa vie est mise en danger par une immigration importante, alors ça justifie le fait qu'elle aille mettre le feu à un foyer d'immigrés ? C'est en ça que je suis légaliste et que je pense qu'il faut respecter les règles.

Pour l'A69, des règles ont d'ailleurs été respectées car c'est le tribunal administratif qui a pris une décision. Donc on doit respecter cette décision même si je considère en tant que citoyen qui paye des impôts que c'est quand même stupide d'avoir pris cette décision alors que les trois-quarts ou les deux-tiers des travaux étaient déjà effectués. Comme gaspillage d'argent public, c'est assez réussi. »

- Dans la région Hauts-de-France, c'est le canal Seine Nord Europe qui commence à polariser les contestations. Du côté de Compiègne notamment. Ce projet pensé il y a plus d'une vingtaine d'années est-il encore défendable ?

« J'ai entendu parler de ce projet mais je ne connais pas dans le détail. Jusqu'à quel point faire un canal grand gabarit ça décharge le trafic routier ? Toute la question est là. (<https://www.lavoixdunord.fr/1578026/article/2025-04->

21/eau-et-biodiversite-au-coeur-du-12e-cineplanete-de-douai) Si c'est une vraie décharge et qu'on impose littéralement de passer par le canal plutôt que par l'autoroute, ça sera bien. Et ça vaut le coup d'avoir une emprise territoriale de ce genre. Sinon, si c'est juste en plus, alors je ne vois pas bien l'intérêt. »

- Ça peut aussi être le risque du toujours plus de commerce derrière, non ?

« Oui, c'est ce que je crains un peu mais je ne connais pas assez le dossier pour avoir une réponse pertinente. Je pose simplement la question en ces termes : en quoi ça apporterait une amélioration réelle, éventuellement sous contrainte, en triplant, par exemple, les tarifs autoroutiers pour un certain nombre de marchandises, celles qui pourraient transiter par le canal ? »

« Se poser des questions »

– Les Hauts-de-France se réindustrialisent, également. Des projets naissent un peu partout. Or le vocabulaire des décideurs, politiques et économiques, ne change pas. Il est toujours question de contraintes environnementales. Qu'est-ce que ça vous inspire ?

« C'est ce qui est dommage. Dans une prise de décision, il y a trois facteurs essentiels. Un facteur économique, est-ce que je suis en capacité économiquement de réaliser ce projet ? Un facteur social, quel impact social va avoir ce projet ? Est-ce que ça va créer ou détruire des emplois ? Qu'est-ce qui va se passer ? Et puis, il y a un facteur environnemental qui pendant des décennies n'a pas été considéré. On ne regardait que la dimension sociale et économique.

Or maintenant, il faut qu'on le regarde et pas simplement pour faire joli dans le décor. C'est-à-dire que si on ne fait pas, les contraintes environnementales vont nous revenir dessus en boomerang. Et ça, ça va impacter le social et l'économique. C'est encore une fois l'exemple du chlordécone en Martinique. Où maintenant on pleure car les poissons du lagon ne sont pas consommables. Parce qu'on ne peut plus cultiver sur des surfaces gigantesques car elles sont complètement polluées.

Le coût social et économique est bien supérieur à ce qu'aura été le coût initial. Et ça, on n'est pas capables de l'intégrer. Même s'il ne faut pas non plus s'empêcher de vivre. On a besoin de développement économique. On est, par exemple, content, aussi, de pouvoir circuler plus facilement que dans les années 60. »

Cette préoccupation environnementale s'impose quand même ou pas ?

« Elle s'impose dans le débat public, oui. Il y a une prise de conscience, globalement. Elle n'est pas seulement climatique, elle touche aussi la biodiversité, ce qui est très important. Mais le passage à l'acte, c'est autre chose.

Ce n'est pas parce qu'on a pris conscience qu'on agit toujours en conséquence de cette prise de conscience. On a des frémissements. Mais jusqu'à quel point accepte-t-on des contraintes ? C'est la question qu'il faut se poser. Et je pense que la bonne démarche, c'est apprendre aux gens à se poser des questions.

Ce n'est pas leur dire de ne pas faire ci ou ça. Parce que sinon, le meilleur système pour protéger l'environnement, c'est une dictature écolo. Et là vous allez protéger. Or ça n'est pas forcément le système que je souhaite. »

– Vous prônez donc plutôt la politique des petits pas ?

« C'est la politique des petits pas, oui. Et c'est ce que j'ai dit d'en A l'aube de la 6^e extinction.

J'en avais pas mal discuté avec Nicolas Hulot pendant qu'il était ministre et au moment où il a démissionné en disant : ça ne va pas, je n'y arrive pas. Et je pense qu'il a eu tort parce qu'on fonctionne de cette manière-là. Même s'il y a nécessité de faire un grand pas, ça ne marche pas. Il est refusé. Les gens vont se raidir, ils vont reculer, ils vont se bloquer. »

– Avons-nous le temps pour ça ?

« Alors c'est tout le problème : est-ce qu'on a le temps de se contenter de ça ? Mais mon souci, c'est que je pense qu'on n'a pas le choix.

On ne peut pas fonctionner autrement à part basculer dans une dictature qui imposerait des choix drastiques. Et qui dirait : vous n'avez pas le droit de circuler et faire plus de 20 km avec votre voiture. C'est comme ça, le monde est ce qu'il est et ça nous empêche de prendre des solutions qui seraient des solutions très radicales. Et la tendance, c'est plutôt qu'on recule.

On est loin du grand pas et on n'est même sur des petits pas en arrière parfois. Vous voyez à quel point c'est fragile et difficile de faire avancer des causes comme ça. Pour que les sensibilités changent, en gros ça se fait au rythme des générations. Il faut 30 ans. Car vous êtes élevés avec un certain logiciel, vous avez une certaine habitude, vous ne vous posez pas de questions. Dans une vie, en fait, vous ne changez pas trop. Vous infléchissez mais vous ne changez pas trop.

Les personnes qui sont en capacité de changer dans leur vie, et je me mets très orgueilleusement dans cette catégorie-là, c'est parce qu'il y a une vraie prise de conscience. Moi, mon métier m'a aussi amené à ça. Mais sinon, globalement, les gens ne changent pas. Dans ma famille, il y a des gens qui ne changent pas. Ce qui les intéresse, c'est leur bagnole. C'est de circuler, c'est de se balader. Ce n'est pas protéger les petites fleurs. Alors ils savent qu'il y a des petites fleurs et ils vont faire un peu plus attention dans leur jardin. Ils vont faire quelques bricoles. Mais ils ne vont pas changer leur mode de vie pour autant. »

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Douai\(/tags/douai-28\)](#)
